



RÉSUMÉ

Le prix de l'inaction

Les coûts privés, fiscaux et sociaux à l'échelle mondiale des enfants et des jeunes qui n'apprennent pas

L'UNESCO : chef de file mondial pour l'éducation

L'éducation est la priorité absolue de l'UNESCO car c'est un droit humain fondamental qui constitue la pierre angulaire de la paix et du développement durable. L'UNESCO est l'institution spécialisée des Nations Unies dans le domaine de l'éducation. Elle assume le rôle de chef de file mondial et régional dans ce domaine pour stimuler le progrès, renforcer la résilience des systèmes nationaux et leur capacité à répondre aux besoins de tous les apprenants et relever les défis mondiaux actuels au moyen de l'apprentissage transformateur, en mettant particulièrement l'accent dans toutes ses actions sur l'égalité des genres et l'Afrique.



L'agenda mondial Éducation 2030

En tant qu'institution des Nations Unies spécialisée pour l'éducation, l'UNESCO est chargée de diriger et de coordonner l'agenda Éducation 2030, qui s'inscrit dans un mouvement mondial visant à éradiquer la pauvreté, d'ici à 2030, à travers 17 objectifs de développement durable. Essentielle pour atteindre chacun de ces objectifs, l'éducation est au cœur de l'objectif 4 qui vise à « **assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie** ». Le Cadre d'action Éducation 2030 définit des orientations pour la mise en œuvre de cet objectif et de ces engagements ambitieux.



Publié en 2024 par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture 7, place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP, France, L'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE), 2 rue André Pascal, 75016 Paris, France, et le Secrétariat du Commonwealth, Marlborough House, Pall Mall, St. James's, London, SW1Y 5HX, Royaume-Uni.

© UNESCO, OCDE et le Secrétariat du Commonwealth, 2024



Œuvre publiée en libre accès sous la licence Attribution-ShareAlike 3.0 IGO (CC-BY-SA 3.0 IGO) (<http://creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/igo/>). Les utilisateurs du contenu de la présente publication acceptent les termes d'utilisation de l'Archive ouverte de libre accès UNESCO (<https://www.unesco.org/en/open-access/cc-sa>).

Les images marquées d'un astérisque (*) ne sont pas couvertes par la licence [CC-BY-SA](#) et ne peuvent en aucune façon être reproduites sans l'autorisation expresse des détenteurs des droits de reproduction.

Titre original : *Executive summary: The price of inaction: The global private, fiscal and social costs of children and youth not learning*

Publié en 2024 par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) et le Secrétariat du Commonwealth.

Les désignations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'UNESCO, de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) et du Secrétariat du Commonwealth aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Les noms de pays et de territoires utilisés dans cette publication conjointe sont conformes à la pratique de l'UNESCO.

Les idées et les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs ; elles ne reflètent pas nécessairement les points de vue de l'UNESCO, l'OCDE, les pays membres de l'OCDE ou le Secrétariat du Commonwealth et n'engagent pas les organisations.

Photo de couverture : © UN Photo/Myriam Asmani*

Création graphique : UNESCO/Claudia Tortello

Imprimé par l'UNESCO

Imprimé en France

Résumé

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 fait la promesse de ne laisser personne pour compte. Cette promesse repose, entre autres, sur la garantie d'une éducation inclusive et équitable de qualité et sur la promotion des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie pour tous (ODD 4) ainsi que sur la réalisation de l'égalité des genres et l'autonomisation de toutes les femmes et filles (ODD 5). Mais à mi-parcours de la période de mise en œuvre, la réalisation de cet ambitieux programme d'ici 2030 semble difficile.

Malgré les efforts déployés par les pays et les progrès réalisés, 128 millions de garçons et 122 millions de filles ne sont toujours pas scolarisés (UNESCO, 2023a). Même dans les pays à revenu élevé, un quart des enfants ont des compétences de base insuffisantes. Les déficits de compétences atteignent 94 % en Afrique subsaharienne et 88 % en Asie du Sud et de l'Ouest, 74 % dans les États arabes et 64 % en Amérique latine et dans les Caraïbes (Gust, Hanushek et Woessmann, 2022). Les filles ont plus de difficultés à accéder à l'éducation et sont plus susceptibles que les garçons de ne pas fréquenter l'école primaire. Dans le même temps, les garçons courent un risque accru de ne pas apprendre quand ils sont à l'école, de ne pas progresser, de redoubler et de ne pas terminer leurs études (UNESCO, 2022a). Veiller à ce que toutes les filles et tous les garçons aillent à l'école et apprennent exige d'investir davantage dans l'éducation et l'action transformatrice du point de vue du genre.

Droit humain fondamental pour tous, l'éducation est cruciale pour le développement et le bien-être des individus, mais aussi pour la justice sociale et la réduction de la pauvreté dans les sociétés. Le prix du non-respect de ce droit est extrêmement élevé. Si le droit à l'éducation n'est pas garanti, les individus gagnent, en moyenne, moins par rapport aux individus mieux instruits. Les sociétés dont le

niveau d'instruction moyen est plus élevé connaissent une croissance économique plus forte.

Ce rapport estime les coûts économiques de l'abandon scolaire précoce et de l'insuffisance des compétences de base ou des compétences sociales et émotionnelles des enfants. Les coûts sont définis au niveau mondial, pour les régions du monde et pour vingt pays. Les coûts économiques sont supportés par les particuliers (coûts privés), le gouvernement (coûts fiscaux) et la société (coûts sociaux), ces derniers comprenant les coûts pour les particuliers et le gouvernement. Bien que l'accent soit mis principalement sur les coûts monétaires, le rapport a pu estimer certains coûts non monétaires, dont ceux liés aux grossesses précoces, à la corruption, à la criminalité et au civisme fiscal.

Les coûts économiques sont estimés en comparant un scénario du statu quo, dans lequel les taux d'abandon scolaire précoce et d'enfants dont les compétences de base ou les compétences sociales et émotionnelles sont insuffisantes restent à leurs niveaux actuels, à un scénario d'intervention, où ces taux sont réduits à zéro ou à leur valeur minimale. Dans le scénario d'intervention, tous les enfants sont scolarisés et apprennent, les aspirations de l'ODD 4 sont satisfaites et personne n'est laissé pour compte.

Pour la première fois, les coûts privés, fiscaux et sociaux ne sont pas seulement classés, mais présentés à la fois pour la population totale et par genre, et ventilés en composantes de coûts plus élémentaires, telles que la perte de revenus du travail, la perte de recettes fiscales et les variations de plusieurs dépenses privées et publiques. Les estimations par genre sont basées sur un scénario d'intervention où les taux par genre sont ramenés à zéro tandis que le taux de l'autre genre reste au niveau actuel, qui correspond à la situation observée en 2021.



Messages clés

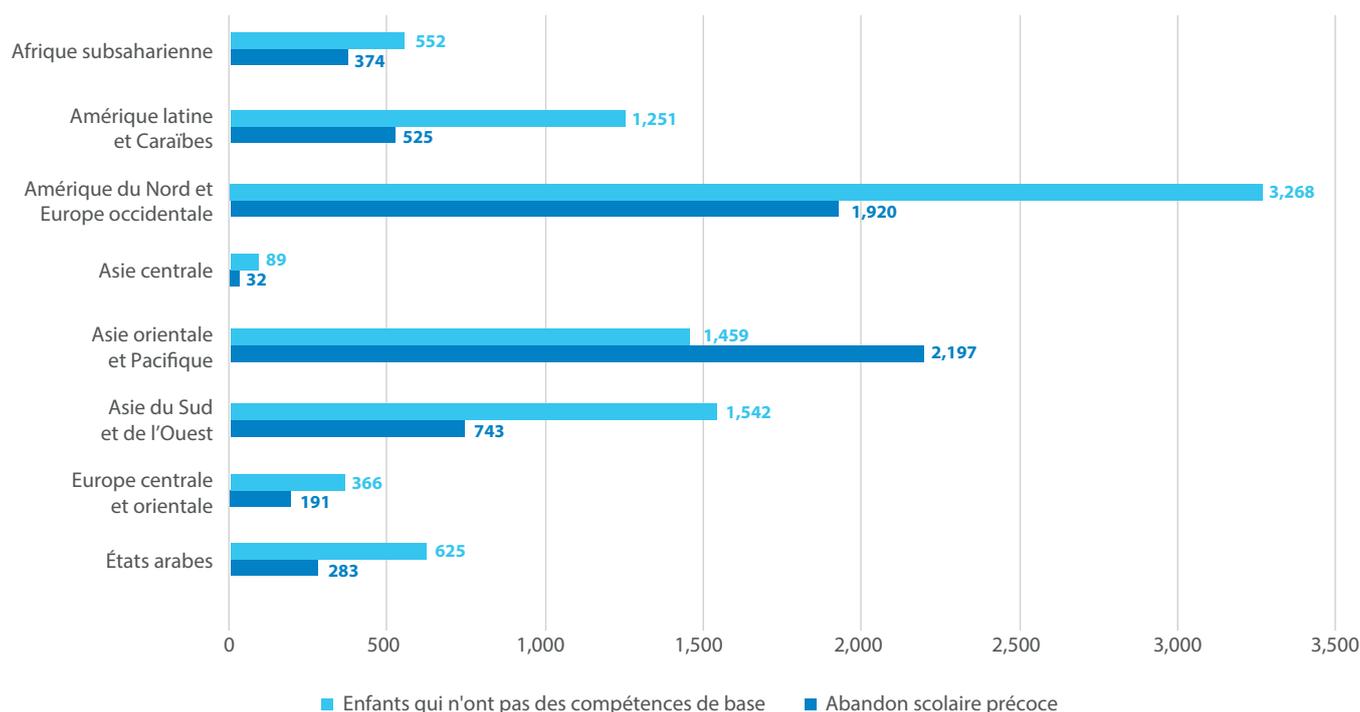
Cette étude révèle que, d'ici 2030, les coûts privés, fiscaux et sociaux de l'abandon scolaire précoce et de l'incapacité des enfants à acquérir les compétences de base seront colossaux et représenteront des pertes équivalent à plusieurs milliers de milliards de dollars pour les économies du monde entier.

- D'ici 2030, les coûts privés annuels (coûts économiques supportés par les particuliers) des taux actuels d'abandon scolaire précoce et d'insuffisance des compétences de base des enfants s'élèveront respectivement à 6 300 milliards de dollars et à 9 200 milliards de dollars à l'échelle mondiale, soit 11 % et 17 % du PIB mondial. L'estimation de ces coûts privés sur vingt ans (d'ici 2041) donne des valeurs jusqu'à 20 fois plus élevées.
- D'ici 2030, les coûts fiscaux annuels (publics) de l'abandon scolaire précoce et de l'insuffisance des compétences de base des enfants s'élèveront respectivement à 1 100 milliards de dollars et à 3 300 milliards de dollars à l'échelle mondiale.
- D'ici 2030, les coûts sociaux annuels (coûts privés et fiscaux, moins les coûts de l'augmentation des impôts) de l'abandon scolaire précoce atteindront 6 000 milliards de dollars. Ils atteindront 10 000 milliards de dollars en raison de l'insuffisance des compétences de base des enfants. Cela dépasse le produit intérieur brut (PIB) annuel de la France et du Japon réunis, à savoir 9 800 milliards de dollars en 2022 (OCDE, 2023a).
- Dans le sous-ensemble des pays pour lesquels des données sont disponibles, la perte de PIB due à l'insuffisance des compétences sociales et émotionnelles atteindra 7 400 milliards de dollars (19 % du PIB annuel) d'ici 2030.

Les coûts en pourcentage du PIB varient d'une région du monde à l'autre. C'est en Afrique subsaharienne que les coûts privés, qui représentent la plus grande part des coûts économiques de l'abandon scolaire précoce et de l'insuffisance des compétences de base des enfants, sont les plus élevés : 19 % du PIB pour l'abandon scolaire précoce et 26 % pour l'insuffisance des compétences de base des enfants (voir **figure 1**). Les coûts en pourcentage du PIB sont

également élevés en Asie du Sud et de l'Ouest, en Amérique latine et Caraïbes et dans les États arabes. Sans surprise, c'est dans les pays à revenu élevé d'Amérique du Nord et d'Europe occidentale qu'ils sont les plus faibles. Toutefois, ces dernières régions, avec l'Asie orientale et le Pacifique, supportent les coûts absolus les plus élevés en raison de leur PIB par habitant plus élevé.

Figure 1 : Coûts privés annuels (en milliards de dollars) de l'abandon scolaire précoce des enfants qui n'ont pas des compétences de base en 2030



Source : Calculs effectués par les auteurs en utilisant les données énumérées dans le tableau 1 du rapport principal : Résumé des données.

Étant donné que les taux d'abandon scolaire précoce et d'insuffisance des compétences de base des enfants sont en moyenne plus élevés pour les garçons que pour les filles, les coûts privés associés aux garçons (respectivement 3 500 milliards de dollars et 5 200 milliards de dollars) sont plus élevés que ceux associés aux filles (respectivement 3 000 milliards de dollars et 4 600 milliards de dollars). Pour l'Afrique subsaharienne, cependant, les coûts privés dus au fait que les filles et les garçons quittent prématurément l'école sont plus élevés pour les filles : respectivement 190 milliards de dollars et 210 milliards de dollars environ.

Dans les 20 pays sélectionnés analysés, comme on pouvait s'y attendre, il existe d'importants écarts entre les pays à revenu élevé et les pays à faible revenu en ce qui concerne les taux d'abandon scolaire précoce et d'insuffisance

des compétences de base des enfants. Dans les pays sélectionnés où il existe des disparités entre les genres aux dépens des filles, le Tchad supporte les coûts sociaux les plus élevés en pourcentage du PIB, les Pays-Bas ayant les coûts les plus faibles. En Afghanistan, si la suspension de l'accès des filles et des jeunes femmes à l'enseignement secondaire est maintenue, les coûts privés absolus de l'abandon scolaire précoce des filles sont estimés à 1,5 milliard de dollars.

Dans les dix pays sélectionnés où il existe des disparités entre les genres aux dépens des garçons, le Burundi, suivi du Sénégal supportent les coûts sociaux les plus élevés en pourcentage du PIB. En comparaison, c'est en Belgique et en Finlande que les coûts sociaux sont les plus faibles.

Encadré

1

Hypothèses du modèle empirique utilisé

Le modèle empirique associant les taux d'abandon scolaire précoce et d'insuffisance des compétences de base des enfants à la croissance du PIB par habitant est linéaire. L'hypothèse de linéarité facilite les estimations causales dans un contexte où la taille de l'échantillon, donnée par le nombre de pays, est relativement petite. Cela implique toutefois que le rapport entre les taux en question et le taux de croissance du PIB par habitant est le même d'un pays à l'autre, et que l'estimation porte sur les effets moyens plutôt que sur les effets spécifiques à chaque pays.

Cette idée vaut lorsque les pays sont suffisamment similaires, mais peut ne plus tenir lorsqu'ils sont sensiblement différents. Prenons par exemple les pays où la participation des femmes au marché du travail est faible. Dans ces pays, où des années d'études supplémentaires pour les femmes n'auraient pas d'issue productive, une réduction du taux d'abandon scolaire précoce des femmes aurait un effet probablement moins important sur la croissance du PIB que dans les pays où la participation des femmes au marché du travail n'est pas découragée.

L'hypothèse selon laquelle les taux d'abandon scolaire précoce et d'insuffisance des compétences de base des enfants ont le même effet sur la croissance du PIB dans tous les pays est susceptible de produire des estimations plus élevées du coût de ces taux dans les pays où l'accès des femmes au marché du travail est restreint, et des estimations plus faibles dans les pays où cet accès n'est pas entravé.

L'hypothèse d'effets communs ne signifie cependant pas que le modèle empirique exige que les taux de croissance du PIB soient identiques d'un pays à l'autre. Les taux de croissance estimés du PIB varient d'un pays à l'autre et reflètent les différences structurelles sous-jacentes, dont la plus importante est le niveau de développement économique atteint en 2021. En outre, ces taux sont appliqués à des niveaux très divers du PIB par habitant au cours de l'année de référence (2021) et donnent lieu à des prévisions du PIB par habitant en 2030 qui tiennent compte des différences du niveau du PIB et des taux de croissance.

Conclusions et recommandations

Le rapport conclut qu'investir dans une éducation de qualité est une stratégie rentable pour le développement économique. Si les gouvernements n'investissent pas dans l'éducation, ils disposent de ressources économiques moindres. Ils ont donc moins d'argent à dépenser pour réduire les taux d'abandon scolaire précoce et d'insuffisance des compétences de base des enfants, ce qui enferme leur économie dans un état de faible niveau d'éducation et de faible productivité.

Des recherches antérieures ont montré qu'une amélioration de 50 points des résultats des tests cognitifs des élèves sur l'échelle du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) accroît la croissance économique annuelle de 1 %, et ce de façon permanente (OCDE, 2015). Ce rapport constate qu'une réduction de 10 % des taux d'abandon scolaire précoce et d'insuffisance des compétences de base des enfants augmente la croissance annuelle du PIB de 1 à 2 %, un effet similaire à l'amélioration des résultats aux tests cognitifs.

De nombreuses politiques ont été mises en œuvre à travers le monde pour réduire l'abandon scolaire précoce

et améliorer les résultats d'apprentissage. Des débats sont en cours entre universitaires et décideurs politiques pour identifier les politiques les plus efficaces.

S'appuyant sur une vaste analyse documentaire, le rapport formule plusieurs recommandations stratégiques clés qui se sont avérées efficaces pour réduire les taux d'abandon scolaire précoce et d'insuffisance des compétences cognitives de base et des compétences sociales et émotionnelles des enfants. Les recommandations ci-dessous devraient être adaptées aux contextes spécifiques des communautés, des pays et des régions dans lesquels elles sont mises en œuvre.





Recommandations

1

Conformément à l'ODD 4, offrir 12 années d'instruction gratuite, financée par des fonds publics, inclusive, équitable, de qualité et exempte de discrimination, en rendant l'école abordable, en réduisant les coûts directs et les coûts d'opportunité de la scolarité et en veillant à ce que les systèmes éducatifs répondent aux besoins spécifiques au genre Il est recommandé que les gouvernements allouent au moins 4 à 6 % de leur PIB à l'éducation.

2

Créer des environnements d'apprentissage transformateurs du point de vue du genre, inclusifs et favorisant l'autonomisation, qui remettent en cause les rapports de force inégaux, les préjugés et les stéréotypes de genre, notamment par des approches pédagogiques qui respectent la différence et promeuvent l'égalité.

3

Intervenir tôt en investissant dans l'éducation préscolaire des filles et des garçons afin de jeter les bases de l'apprentissage et d'exploiter son potentiel pour lutter dès le plus jeune âge contre les inégalités entre les genres et les normes de genre néfastes.

4

Éviter l'orientation précoce, apporter un soutien scolaire et offrir une deuxième chance aux filles et aux garçons qui n'ont pas pu accéder à l'éducation ou dont la scolarité a été interrompue.

5

Améliorer les infrastructures scolaires, notamment en fournissant des installations d'approvisionnement en eau et d'assainissement non mixtes, en réduisant le nombre d'élèves par classe, en particulier dans les zones défavorisées, et en réduisant les distances à parcourir jusqu'à l'école.

6

Améliorer la qualité de l'éducation en recrutant du personnel enseignant qualifié, motivé et diversifié, et veiller à ce qu'il fréquente l'école, soit équitable et s'adresse à tous les élèves de manière égale. Soutenir la formation continue des enseignants afin qu'ils sachent libérer le potentiel de tous les apprenants.

7

Sensibiliser les communautés locales et les parents à l'importance de l'achèvement d'un cycle complet d'enseignement de base par les filles et les garçons, et impliquer la communauté et les parents dans les activités scolaires et la gestion des établissements.

8

Prendre en compte la santé et le bien-être mental des filles et des garçons, notamment en prévenant et en combattant toutes les formes de violence de genre en milieu scolaire, en assurant une éducation complète à la sexualité et en développant les compétences sociales et émotionnelles.

9

Proposer des interventions probantes qui mettent les apprenants en relation avec le monde du travail.

10

Réaliser des évaluations et des recherches rigoureuses afin d'identifier ce qui fonctionne pour que les filles et les garçons poursuivent leur scolarité ou retrouvent le chemin de l'école et de l'apprentissage en portant l'attention sur les filles et les garçons particulièrement susceptibles d'être confrontés à une pauvreté des apprentissages et d'abandonner leur scolarité. Recueillir davantage de données sur les compétences sociales et émotionnelles.



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



The Commonwealth

RÉSUMÉ

Le prix de l'inaction

Les coûts privés, fiscaux et sociaux à l'échelle mondiale des enfants et des jeunes qui n'apprennent pas

L'éducation est un droit humain fondamental pour tous. L'objectif de développement durable (ODD) 4 des Nations Unies sur l'éducation a fait l'objet d'une attention considérable depuis son adoption en 2015. Mais à mi-parcours de la période de mise en œuvre, la réalisation de cet ambitieux programme visant à offrir à tous une éducation de qualité, inclusive et équitable d'ici 2030 reste un défi majeur pour les pays du monde entier. Comme le montre cette étude, le coût social de notre incapacité à éduquer tous les enfants du monde – 10 000 milliards de dollars – est tout simplement trop élevé.



Objectifs de
développement
durable